



## **ARRÊTÉ MUNICIPAL DE CIRCULATION**

**-travaux -**

**Arrêté n° 23 / 2026**

*Le Maire de la Commune de Villeneuve sur Allier*

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des collectivités locales, complétée et modifiée par la loi n° 82-623 du 22 juillet 1982 ;

VU le code de la route ;

VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213-1 à L 2213-6 et L 2122-18 ;

VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992.

CONSIDÉRANT la demande en date du 11 Mars 2026, M Mathieu MISTRETTA, chez Sogelink.

CONSIDÉRANT que pour permettre les travaux nécessitant la mise à la côte tampons EU, il y a lieu de prendre les dispositions suivantes :

### **ARRÊTE :**

#### **ARTICLE 1 :**

*Du 30 Mars au 7 Avril 2026 de 07 h 00 à 19 h 00, la chaussée au niveau de la DN7 route de Paris 03460 Villeneuve sur Allier pourra être rétrécie ou interdite à la circulation afin de permettre les travaux.*

*Le stationnement sera interdit pour les véhicules légers et poids lourds*

*La circulation pourra être alternée à l'aide de panneaux B15 et C18.*

*La circulation pourra être alternée à l'aide de feux tricolores*

*Pour les besoins de ces travaux, la vitesse sera limitée à 30 km/h, 50 m avant et après le chantier.*

**ARTICLE 2 :** *La signalisation réglementaire sera mise en place par Sade Nevers, selon les directives de Monsieur le Maire.*

**ARTICLE 3 :** *Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.*

**ARTICLE 4 :** *Le présent arrêté sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur dans la commune de VILLENEUVE SUR ALLIER.*

**ARTICLE 5 :**

*Conformément à l'article R 421-1 du code de justice administrative, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de CLERMONT FERRAND dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication.*

*La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par l'application « Télérecours citoyens » accessibles à partir du site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).*

**Ampliation du présent arrêté sera adressée à :**

- Monsieur le commandant de communauté de Brigades de Gendarmerie de Moulins,
- Monsieur le Maire de Villeneuve sur Allier
- Monsieur Mathieu MISTRETTA

**Chargés, chacun en ce qui le concerne, d'en assurer l'exécution.**

**Fait à VILLENEUVE SUR ALLIER, le 17 Mars 2026**

**Le Maire,**  
Signature et cachet

  
Dominique DESFORÇES-DESAMIN

